

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

no 2 4894

1100

MILADOT

LA VERITE

DES REVOLUTIONNAIRES



Organe de l'O.C.I - FRACTION LIGUE INTERNATIONALE
DE RECONSTRUCTION DE LA IVème INTERNATIONALE

NUMERO 2

15 FEVRIER 1975

bimensuel

Prix : 2 Francs

EN AVANT POUR LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE!

FRATERNISATION DES SOLDATS AVEC LES TRAVAILLEURS !

Un signe très important de la mobilisation du prolétariat, est le mouvement des soldats qui se développe dans l'armée. Après la manifestation de Draguignan, certains pouvaient croire - et faire croire - qu'il s'agissait d'un incident local. Il est caractéristique qu'en général les partis et les organisations se réclament de la classe ouvrière et du socialisme, eux aussi, ne l'ont commenté que négligemment. Lorsque ce mouvement s'est développé et, à Karlsruhe, a entraîné des centaines de soldats du contingent, tout le monde s'est brusquement réveillé.

La fragilité du régime est apparue avec clarté : le ministre de la Défense a été congédié - Notons tout de suite : avec son collègue, le patron des P&T... C'est cette fragilité qui implique la nécessité absolue pour le pouvoir de désamorcer rapidement tout mouvement d'une ampleur nationale. Car ces mouvements posent immédiatement la question du pouvoir, ébranlant et menaçant directement le régime. Telle est la nature profonde du mouvement des soldats. C'est l'explication aussi de la promotion parallèle de Bigeard, précisément lui, et la large publicité dont il bénéficie.

Le mouvement des soldats est donc politique : il exige des droits démocratiques dans l'armée qui sont incompatibles avec cette institution principale de l'état bourgeois. Notre organisation appuie inconditionnellement ce mouvement des soldats, nous soutenons à fond leurs comités ainsi que le Comité de Défense (des droits des soldats) des Appelés.

La grève de Renault doit être le début de la grève générale: la jeunesse ouvrière doit prendre sa place dans ce combat.

Depuis quelques semaines, entouré du silence de la presse bourgeoise et de celle du P.C.F., un mouvement croissant de grève se développe chez Renault. A partir de l'usine de Billancourt, où environ 400 caristes, manutentionnaires et magasiniers ont cessé le travail, le mouvement pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, gagne celles de Cléon, Sardyville et Flins.

A travers ce mouvement qui s'amorce, c'est la grève générale de Renault qui se prépare, comme réponse des travailleurs aux menaces de licenciements.

La position prise ces derniers jours par les directions syndicales ne peut être considérée que comme une tentative de désamorcer, dès le début, ce mouvement. Tandis que F.O. accepte l'augmentation des salaires de 5% (quand la hausse des prix atteint 15% !), la CGT et la CFTD se limitent à demander de "véritables négociations", sans offrir la moindre perspective de lutte tout en supprimant la manifestation convoquée le 13 Février à Paris, pour défendre les revendications ouvrières. Dans "le Monde" du 14 Février, la bourgeoisie s'en réjouit en disant "cette fois-ci, il n'est pas question d'élire un comité de grève", et la C.F.D.T. ont pris rapidement la grève en main".

EDITORIAL

Le silence qui a entouré les premiers débrayages, épars, chez Renault, depuis plusieurs semaines, à Billancourt, Flins, Sartrouville, silence observé par toute la presse bourgeoise et "ouvrière", est significatif.

Car la mobilisation chez Renault, dès qu'elle deviendra puissante, ne peut être que le détonateur de la Grève Générale comme réponse à ce gouvernement impuissant devant la crise.

Mais, voici que les centristes se mettent en grève et, d'évidence, l'enjeu du mouvement, inéluctable déjà depuis les précédentes négociations salariales avec la Direction, c'est pour toute la Régie faire reculer la Direction sur les 15% refusés et l'exigence de l'échelle mobile des salaires.

Ce mot d'ordre émerge tout naturellement du mouvement des travailleurs de la Régie, comme devant être imposé par la grève de toute la Régie.

Alors, tandis que la Direction court à Matignon, les directions syndicales CGT et CFDT s'empressent d'exiger de "véritables négociations" pour lui arracher, comme ils disent, l'équivalent d'une R12, et seulement pour les centristes !

C'est avec de telles miettes que les bureaucrates espèrent arrêter le mouvement de la classe ouvrière !

Ils n'y réussiront pas. Tout au plus pourront-ils freiner le mouvement, mais pour un temps seulement. Car la mobilisation à Renault est l'expression de celle de toute la classe ouvrière et de la jeunesse, qui s'amplifie indiscutablement chaque semaine, après la grève des PTT et le mouvement des soldats.

Aussi bien le silence peureux observé tout d'abord, que les limites données au combat des ouvriers chez Renault par les directions syndicales du PCF et du PS, auxquels ont emboîté le pas tous les centristes, sont un facteur de délimitation politique entre eux et notre organisation, OCI-fraction LIRQI, qui intervient à Renault en partant de cette mobilisation, en l'appuyant, et en lui donnant les seuls objectifs par lesquels les ouvriers peuvent effectivement combattre victorieusement les patrons et leurs gouvernements :

Faire reculer la Direction,
À travail égal, salaire égal DANS TOUTE LA REGIE
Echelle mobile des salaires,
par la Grève Générale de la Régie.

Celle-ci sera le pas décisif vers la grève générale en France, qui battra DISCART et son gouvernement.

Dans ce combat, l'OCI-fraction LIRQI a commencé à rassembler des jeunes ouvriers de Renault, lesquels avec leurs camarades de toutes régions de France, au Rassemblement du 22 MARS à PARIS, lanceront la plate-forme de combat de la Jeunesse Ouvrière Révolutionnaire.

SOMMAIRE

En avant pour la construction de l'O.R.J	p. 1
Fraternisation des soldats avec les travailleurs	p. 1
Contre la répression et l'embrigadement, libre accès au travail à la formation, la culture pour les jeunes	p. 6
Correspondance de Creil	p. 7
La grève des postiers n'a pas été un échec	p. 8
Contre le démantèlement de l'Education Nationale : Grève générale de la Fonction publique	p. 9
Discussion avec un groupe de militants	p. 10
80.000 signatures suffiront-elles pour se faire pardonner 20 ans de lutte contre le stalinisme ?	p. 12
Est-Information ou "la voix de la bureaucratie stalinienne via Lambert/Just	p. 14
La commission d'enquête va se tenir prochainement	p. 15
Tract diffusé à Renault	p. 16
30 ans après Yalta, la Ligue Internationale s'implante aux USA	p. 18
Nouvelle provocation contre l'OCI Fraction LIRQI	p. 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

E. LANGUIN

ADRESSER LA CORRESPONDANCE A

ELISE LANGUIN

B.P N° 23

60100 - NOGENT S/OISE FRANCE

IMPRIMERIE SPECIALE DE L'EDITEUR

TARIF ABONNEMENT

1 an 40 F

6 mois 20 F

C.C.P VILLA 33.851.13 LA SOURCE

UAB
Biblioteca de Comunicació

CEDOC

La signification de ces manœuvres des directions syndicales est apparue au grand jour lors de la récente grève des postiers; grève autour de laquelle la classe ouvrière française a fait sa première tentative, depuis l'arrivée au pouvoir de Giscard d'Estaing, d'unifier ses luttes pour les transformer en Grève Générale. Aujourd'hui, quand le principal bastion du prolétariat français reprend la lutte, ces directions essaient de la briser en la divisant, d'abord, par catégories et en la refermant dans les murs de l'entreprise pour l'étouffer.

En effet, après la grève des postiers, de nombreuses grèves ont éclaté, éparpillées dans tout le pays. La grève de Renault peut être le signal pour toute la classe ouvrière, pour se lancer dans un mouvement d'ensemble contre le gouvernement patronal qui organise le chômage et la vie chère contre les masses laborieuses.

Le regard de tous les travailleurs se tourne vers Renault. Les revendications, les aspirations de toute la classe ouvrière et de la jeunesse sont les mêmes. Mais comment les obtenir? Comment faire reculer le patronat et son gouvernement qui est le principal obstacle pour les conquérir?

Les travailleurs sentent que ce ne seront pas les négociations, ni les pétitions, ni les "grèves tournantes" ou par "quartiers" qui permettront de vaincre. Ils sentent qu'il faut unifier toutes leurs forces. La grève générale est le moyen de les unifier. C'est à l'heure du jour, ce sont les assemblées de travailleurs pour discuter les revendications et décider de la grève, pour les centraliser par l'élection de comités de grève de toutes les usines Renault, pour appeler toute la classe ouvrière de France à soutenir par la grève leur combat qui est le sien.

C'est cela qu'attendent tous les ouvriers, tous les jeunes, pour se mettre, à leur tour, en lutte pour déclencher la Grève Générale, pour abattre le gouvernement Giscard.

C'est dans ce mouvement de grève générale que les organes indépendants des travailleurs face à la bourgeoisie et son Etat, les comités de grève et les conseils, doivent apparaître comme l'instrument pour abattre Giscard et instaurer un gouvernement des travailleurs, un gouvernement ouvrier et paysan. C'est le seul qui puisse satisfaire les revendications des masses en s'appuyant sur sa mobilisation, pour expropriar la bourgeoisie et détruire son Etat. Il est, par conséquent, irréductiblement opposé à tout gouvernement de collaboration de classe, tel que le proposent le programme commun et ses partis.

Dans cette voie, les ouvriers français auront le soutien de toute la classe ouvrière et la jeunesse européenne et mondiale. C'est bien cela que démontre la lutte des travailleurs espagnols contre la dictature franquiste, dont l'écroulement imminent signalera le

début de la révolution prolétarienne en Espagne. C'est bien cela que démontre l'effort des travailleurs portugais de s'organiser indépendamment comme classe à travers les "commissions élues" face au capital et son gouvernement de Front Populaire. C'est la voie des Etats Unis Socialistes d'Europe, issus des gouvernements ouvriers de tous les pays.

Aujourd'hui, comme dans le passé, la jeunesse prolétarienne est aux premiers rangs de ce combat. Elle est la première touchée par les conséquences de la crise capitaliste, la sous-exploitation, le chômage, le démantèlement de l'éducation, l'encadrement policier et la répression dans les casernes. Ce sont les jeunes postiers qui ont été pendant six semaines à la tête de la grève des P.T.T.

Ce sont les jeunes ouvriers, étudiants et chômeurs du contingent qui, de Draguignan à Karlsruhe, se mobilisent pour la défense de leurs droits contre l'armée bourgeoise.

Et c'est finalement la jeunesse scolarisée, lycéens et étudiants, qui, par sa mobilisation, a fait échouer la "réforme" Fontanet et s'affronte à la nouvelle tentative de Haby pour exclure des études des milliers de jeunes.

C'est pour tout cela que dans cette explosion qui se prépare, la jeunesse ouvrière et étudiante sera sans doute la principale force motrice de son développement.

L'O.C.I. - Fraction Ligue Internationale de Reconstruction de la IVème Internationale combat pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire. Elle s'inscrit dans ce mouvement de la classe ouvrière, en s'affrontant au parti stalinien et au réformisme qui tentent par tous les moyens de briser sa mobilisation et de la détourner de la voie de la révolution, pour leur arracher sa direction et assumer les masses prolétariennes au pouvoir de leurs conseils.

Et pour cela, notre parti s'appuie sur la fraction la plus combative de la classe ouvrière : sa jeunesse, car ce n'est qu'à travers elle que la IVème Internationale pourra entraîner l'ensemble du prolétariat dans la voie révolutionnaire. C'est dans ce sens que nous combattons en premier lieu, et à travers les jeunes travailleurs, pour le planter notre organisation dans les principaux bastions du prolétariat, notamment chez Renault et Usinor.

Par notre intervention, par nos mots d'ordre, par nos propositions pour organiser la grève, par les perspectives politiques que nous lui ouvrons, notre fraction fait la démonstration pratique du programme et du parti de la IVème Internationale, et offre aux travailleurs, dans leur combat, une nouvelle direction révolutionnaire. C'est dans cette intervention que nous définissons le programme révolutionnaire par l'affrontement avec toutes les directions adaptées à l'ordre bourgeois.

Dans ce cadre, notre parti offre à la jeunesse les moyens de se mobiliser et de s'organiser à son côté à travers la construction de l'Organisation Révolution-

naire de la Jeunesse et l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse.

Ainsi par l'intervention dans les luttes ouvrières, nous préparons le 2 Mars à Paris un premier rassemblement de la jeunesse ouvrière qui doit être le point de départ pour la constitution des premiers cercles de jeunes révolutionnaires et leur activité, de la préparation militante de la Conférence de constitution de l'Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse de France (O.R.J.) le 16 Mars prochain.



Quand la grève de Renault annonce l'éclatement de la mobilisation des masses prolétariennes contre le gouvernement du capital, quand la révolution s'approche à pas de géant, le rassemblement et l'organisation de la jeunesse révolutionnaire pour combattre dans les usines et les chantiers, dans les casernes et les universités, pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan, pour les Etats Unis Socialistes d'Europe, pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat, prennent toute leur signification, comme réponse politique à la lutte de la classe ouvrière dans la situation critique actuelle.

La constitution de l'O.R.J. coïncidera avec le "Festival de la jeunesse" organisé par le parti stalinien. Il est aussi conscient du rôle de la jeunesse ouvrière et du danger que représente sa combativité pour sa politique de conciliation avec le capital. Il tente de l'encadrer dans cette politique, il tente d'étouffer son esprit de révolte, contre l'armée, contre les réformes de l'éducation, contre le chômage, contre cette société d'exploitation, sans offrir aucune issue à ses aspirations. Le combat pour conquérir la jeunesse, pour construire son organisation révolutionnaire, c'est, en réalité, le défi du nouveau parti en construction, de la IV^{ème} Internationale en reconstruction, aux vieilles directions faillies et, en premier lieu, à l'appareil stalinien.

Il en est de même pour les opportunistes qui, comme les dirigeants Lambert-Just de l'O.C.I., ont abandonné ce combat pour capituler honteusement devant ces directions et appeler la jeunesse à se battre pour "leur unité". Il est grand temps d'en finir avec elle, de la chasser des rangs de l'O.C.I. et du mouvement ouvrier.

Cette bataille décisive qu'aujourd'hui nous entreprenons vers la jeunesse prolétarienne, nous vous appelons, militants de l'O.C.I., travailleurs, jeunes à l'engager avec nous.

François VILLA

suite de la p.1

En même temps, et justement parce que nous combattons réellement pour ces droits, nous luttons pour l'élargissement de ce combat. L'exigence des droits démocratiques des soldats est profondément juste. Mais, si elle reste à ce niveau, réduite à cette seule revendication, le mouvement risque d'être étouffé. Car, si toutes les organisations ouvrières sont "pour les droits des soldats", sans ouvrir la voie à son élargissement, par là même, elles isolent le mouvement des soldats. Elles le réduisent à l'armée en répandant l'illusion que celle-ci peut accorder ces droits. Ces organisations appliquent ici exactement la même politique que dans les divers mouvements des travailleurs, par exemple lors de la grève des postiers qu'elles ont enfermés dans le cadre des P&T.

Soldats! Notre organisation dit ouvertement, et elle est la seule à le dire : la perspective du combat pour les droits démocratiques dans l'armée, son issue positive est la même que celle de l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse. Ce qu'il faut, c'est ouvrir concrètement la voie à l'unification du mouvement des soldats avec la lutte de la classe ouvrière et des masses laborieuses. Mais, comment?

Sur la base du combat mené pour les droits démocratiques des soldats, pour son renforcement, nous avançons le mot d'ordre suivant, directement lié aux droits des soldats : **FRATERNISATION AVEC LES TRAVAILLEURS!** Ce mot d'ordre qui ne contredit nullement celui des droits des soldats, l'élargit, et lui donne la perspective d'un développement précis. Ce mot d'ordre de "fraternisation avec les travailleurs" traduit un sentiment profond des jeunes dans l'armée, le mouvement déjà amorcé par les soldats eux-mêmes. Lors de la grève des éboueurs de Paris, les généraux ont mobilisé le contingent pour ramasser les poubelles. De très nombreux soldats, indignés de cette contrainte militaire visant à les transformer en briseurs de grève, ont énergiquement protesté, refusant une telle obligation sanctionnée par la discipline de l'armée. En exprimant consciemment ce mouvement par le mot d'ordre de fraternisation, le mouvement des soldats peut trouver le chemin vers la mobilisation générale, tout en étant

intimement lié à celui des droits des soldats.

Par sa nature, sa hiérarchie et sa tradition, l'armée est le moyen principal de défense de la bourgeoisie et de son état. Tout mouvement d'envergure des travailleurs se trouve confronté avec elle. En 1968, la grève générale des 10 millions de travailleurs a fait courir de Gaulle vers ce rempart, tandis que tous ceux qui refusaient de conduire le prolétariat au pouvoir, comme le PCF en premier lieu, l'ont utilisé comme un épouvantail pour décourager les travailleurs. Or, là encore ils ont délibérément renoncé à atteindre les soldats eux-mêmes, sans lesquels il n'y a pas d'armée. Et, ceci en sachant très bien que ce fut le mouvement du contingent qui, en Algérie, a fait reculer les généraux. Si donc l'armée française possède une tradition anti-ouvrière avec ses généraux réactionnaires (elle n'est pas la seule!), elle en a aussi d'autres qui, de Dreyfus jusqu'à aujourd'hui, apparaissent surtout dans ces mouvements successifs des soldats. Car, c'est aussi une tradition, et pas la moindre.



*Contre la guerre,
prépare la révolution !*

L'exigence des droits des soldats ne peut trouver sa satisfaction que par et dans son rapport étroit avec les revendications des travailleurs. D'un autre côté, celles-ci ne peuvent aboutir que par la mobilisation générale du prolétariat formant ses organes de classe d'où sortira le gouvernement ouvrier-paysan. C'est vers ce but que doivent converger, aussi bien les mouvements encore parcellisés des travailleurs, que celui des soldats, déclenchés pour leurs droits. Rien d'étonnant à ce que le PCF et le PS, au lieu de mobiliser et d'unifier les travailleurs sur leur terrain de classe avec leurs propres moyens de lutte, entament des campagnes de meetings, d'information (1), rédigent des pétitions, et s'efforcent de maintenir la lutte dans le cadre étroit d'une entreprise ou d'un secteur. Et, en même temps, ils se prononcent, comme tout le monde, pour les droits des soldats, sans ouvrir la voie de la réalisation effective de ces droits, du renforcement du mouvement des soldats par l'expression et la réalisation de son lien avec le mouvement du prolétariat.

D'autres organisations qui, de plus se réclament de la IVème Internationale, leurs aboient le pas. La LCR de Krivine, de même que la fraction dirigeante de notre organisation l'OCL, restent, elles aussi, à ce niveau. C'est compréhensible. Car elles se prononcent et elles "luttent" à peine différemment pour un gouvernement PC-PS.

Tout en luttant pour les droits des soldats, notre organisation s'adresse aux jeunes ouvriers, paysans et intellectuels dans l'armée, en particulier ceux qui ont engagé cette lutte : ELARGISSEZ VOTRE MOUVEMENT en joignant à votre revendication celles de REFUS DE BRISER LES GREVES et de FRATERNISATION AVEC LES TRAVAILLEURS! C'est la seule garantie du succès.

En même temps, nous nous tournons vers les militants du mouvement ouvrier, à la jeunesse surtout, tout particulièrement vers ceux qui veulent rester fidèles à la IVème Internationale, mais suivent encore la fraction dirigeante de l'OCL.

Camarades, unifions nos forces pour élargir, approfondir ce mouvement des soldats, organisons ensemble la fraternisation des soldats avec les travailleurs dans le cadre de la préparation de la grève générale qui est à l'ordre du jour.

Camarades, qui appartenez à la LCR, et qui participez au mouvement des soldats, allons ensemble plus loin! Que la direction de vos organisations : Krivine, Lambert et Just se prononcent ouvertement. Leur politique est de s'aligner sur celle des appareils. C'est particulièrement clair, par rapport au mouvement des soldats.

Même si la LCR se distingue par son activité dans ces mouvements - ce que l'OCL utilisée par Lambert-Just ne fait même pas ! - les directions de ces organisations restent derrière le mouvement. Alors, combattons pour l'élargir, luttons pour le mot d'ordre de "fraternisation des soldats avec les travailleurs", organisons ce mouvement qui est incompatible avec la politique visant à installer un gouvernement PC-PS!

Ou bien ces directions adoptent une politique basée entièrement sur l'indépendance de classe du prolétariat, ce qui est exclu, ou bien il faut que la LCR disparaisse, et les membres de l'OCL chassent la direction opportuniste.

Les soldats eux-mêmes ressentent l'absence d'une direction politique qui pourrait unifier leur lutte à celle des travailleurs, seule garantie du succès. D'où l'importance capitale de cette direction. Face au PCF et au PS qui "appuient" le mouvement pour les droits des soldats du bout des lèvres, face à ceux qui les suivent avec des phrases "trotskysistes", seule la Ligue Internationale de Reconstruction de la IVème Internationale, sa force française regroupée comme fraction de l'OCL, ouvre la perspective concrète, réalisable d'un tel combat. C'est la FRATERNISATION AVEC LES TRAVAILLEURS, mot d'ordre rompant le cordon sanitaire par lesquels la bourgeoisie, et toutes les organisations entourent aussi bien l'armée que le prolétariat.

Contre la répression et l'embrigadement, libre accès au travail, à la formation, à la culture pour les jeunes

Aujourd'hui, dans le monde entier, le nombre des chômeurs ne cesse de croître. Le chiffre de 1 million est déjà atteint ou dépassé depuis longtemps dans les principaux pays de la C.E.E.

De plus, des centaines de milliers de travailleurs sont mis au régime de la réduction des horaires.

Les principaux touchés sont :

- Les travailleurs immigrés qui se trouvent contraints de quitter leurs pays "d'accueil". Pour se débarrasser des travailleurs en "surnombre" dans l'industrie automobile allemande, les patrons de FORD, OPEL, VOLKSWAGEN, ont imaginé un système ingénieux : en offrant une "prime de départ" aux ouvriers étrangers.

"Ou vous acceptez la prime maintenant, ou vous partirez de toute façon plus tard sans rien"

- La jeunesse est la principale victime du chômage. En France, le pourcentage des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans s'élève à 45,6%.

L'augmentation est effarante, puisqu'on comptait :

- En novembre 1973 : 188.400 jeunes chômeurs

- en novembre 1974 : 323.300 jeunes chômeurs

ce qui représente en 1 an une augmentation de jeunes demandeurs d'emploi de 71,10%

A ces chiffres, il faut ajouter les jeunes et les femmes qui ne s'inscrivent pas, n'ayant pas "besoin" des services publics, n'ayant pas droit aux "aides" publiques, soit qu'ils n'ont jamais travaillé, soit, dans le cas des femmes, qu'elles aient interrompu leur activité professionnelle pendant plusieurs années.

Outre les licenciements, les réductions d'horaires, le chômage technique s'étend. L'ampleur de la crise se manifeste, principalement, dans les secteurs de la sidérurgie, l'automobile et le bâtiment :

- USINOR : sera fermée du 24 Février au 2 Mars (8.200 salariés).

- FOS/NER et SACILOR : fermeture d'un four, arrêt de la production pendant 1 mois.

- CITROEN : 2.896 licenciements prévus.

- FINMETAL : 180 licenciements (sur un total de 340 salariés).

- B S M : 5.000 licenciements prévus, soit 10% de l'effectif total de ce secteur.

- La fermeture de SEAL (filiale d'Aisthon-Chausson et Pechiney) entraîne 214 licenciements.

- La SAVIEM : qui emploie 2.500 personnes interrompra sa production pendant 3 jours à partir du 19 Février.

- PEUGEOT (St-Etienne) : qui emploie 708 salariés fermera 5 jours à partir du 17 Février, etc...

Tous les gouvernements bourgeois et le patronat tentent de faire payer à la classe ouvrière, à la jeunesse, les frais de LEUR crise, en créant une insécurité chez les travailleurs ayant encore un emploi, et en essayant de

diviser la classe ouvrière en distinguant les "bons" des "mauvais", les jeunes, les immigrés et les femmes.

Nous disons : le chômage n'est pas une fatalité, le chômage n'est pas une maladie inévitable.

Il est né de la crise de l'impérialisme, qui nous montre la décomposition et la putréfaction des systèmes impérialistes et bureaucratiques; leur incapacité, leur inadaptation, et l'avenir que ces systèmes préparent à la classe ouvrière, à la jeunesse, à l'humanité.

Nous refusons également le message de G. Marchais, lorsqu'il dit que dans les pays socialistes il n'y a pas de crise. Dans ces pays, où le droit au travail est inscrit dans la constitution, les travailleurs sont pareillement victimes d'un chômage et d'une inflation camouflés. En Yougoslavie, un million d'ouvriers sont ébriés. Avant le puissant mouvement des ouvriers polonais, en 1970, érigeant leurs conseils dans la Baltique contre la bureaucratie, Gomulka prévoyait déjà 500.000 chômeurs...

L'attaque de la bourgeoisie contre le prolétariat est dirigée, particulièrement, contre la jeune génération de la classe ouvrière. Pourquoi? Parce que la bureaucratie et la bourgeoisie ont pleinement reconnu le grand potentiel révolutionnaire de la jeunesse. Et une société qui n'offre à sa jeunesse d'autre perspective que l'exploitation, le chômage, l'inculture, la militarisation (Y. Bourge, Ministre de la Défense déclare que "... ce serait une bonne chose que les jeunes fassent leur service militaire plus tôt..." -qu'à 18 ans-), en un mot la barbarie, est une société condamnée, une société au bord du gouffre.

Or, c'est la seule perspective que donne le capitalisme agonisant, et les gouvernements font tout pour ôter à la jeunesse ce caractère révolutionnaire, font tout pour la briser et la démoraliser.

Pour cela, la bourgeoisie avance d'un côté le chômage, la répression, l'embrigadement, et de l'autre des sourires stalleux et des processus, des prétendues réformes comme le "rapport Sudreau", dont Chirac dit qu'il est une "première étape vers la participation, seul moyen qui permette à une société industrielle moderne de se développer en restant une société d'hommes libres".

La bourgeoisie offre en prime à la classe ouvrière et à sa jeunesse de collaborer avec elle, de "l'intéresser" à ses profits, pendant qu'elle licencie, contrôle, embrigade, brime et réprime. On voit ici comment Chirac, épouvanté par les vivants, tente de ressusciter les morts : la participation n'est qu'un vieux rêve du gaullisme, liquidée par la Grève Générale de Mai-Juin 1968. Actuellement, seuls les bureaucrates des syndicats et des appareils traitres des partis (PCF-PS-UGI) appellent à la collaboration de classe, à gérer la pénurie, à composer avec l'état bourgeois.

Car la jeunesse a déjà dit NON dans ses combats depuis 1968!

NON à la participation - chômage !

NON à la participation - répression !

NON à la participation - embrigadement !

et elle ajoute NON à Chirac et à Sudreau !

La jeunesse ouvrière et étudiante n'acceptera pas de jouer le jeu de la gestion capitaliste, la jeunesse combat. Pour cette lutte contre les tromperies de la bourgeoisie et des appareils traîtres, nous avançons :

CONTRE LE CHOMAGE :

- Refuser tout licenciement,
- Protection particulière des jeunes menacés de licenciement, ainsi que des jeunes chômeurs de la part des syndicats.
- Exigence d'une majorité réelle à 18 ans par la garantie de l'emploi, en démasquant la manoeuvre de la "majorité à 18 ans" telle qu'elle a été accordée.
- Droit garanti des jeunes au travail, plan national pour l'emploi des jeunes chômeurs dans le cadre d'un tel plan pour l'ensemble des chômeurs.
- A bas la société qui condamne la jeunesse au chômage, à bas son État et son gouvernement !
- Contre les conditions de travail inacceptables des jeunes.
 - A travail égal, salaire égal,
 - actions syndicales et loi spéciale pour la défense de la jeunesse contre la surexploitation :
 - par la discrimination salariale
 - par les horaires de travail allongés
- Droit à la formation professionnelle, à l'éducation, à la culture :
 - la formation professionnelle doit être arrachée aux mains du patronat et confiée à la gestion des syndicats et de l'organisation de la jeunesse.
 - augmentation et garantie du budget de la formation professionnelle ainsi que des maisons de jeunes.
 - dehors les représentants du gouvernement et de l'état bourgeois de l'administration des maisons de jeunes - place aux représentants de la jeunesse et des enseignants dans cette administration.
- Place à la jeunesse dans les syndicats :
 - un plan spécial des syndicats pour la défense des intérêts spécifiques de la jeunesse.
 - commissions de la jeunesse dans tous les syndicats et leurs branches.
 - droit à la représentation organisée de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse dans les syndicats.
- A bas le contrôle et la répression policière de la jeunesse :
 - campagne nationale pour démasquer et faire reculer la molestation permanente de la jeunesse de la part de la police dans la rue, aux bals, dans les foyers, le métro.
 - à bas la discrimination anti-jeunes des tribunaux.
 - pour les droits démocratiques des soldats, pour leur libre association dans l'armée.
 - à bas l'utilisation de l'armée pour briser les grèves, pour embrigader la jeunesse.
 - à bas l'envahissement des établissements sportifs par les C.R.S.

- Fonds national de l'aide spéciale à la jeunesse, sur la base d'une taxe particulière des trusts :
 - allocation de logement pour les jeunes de 16 à 24 ans.
 - aide spéciale pour les jeunes mariés.
 - allocation d'études égale au SMIC pour tous les jeunes à partir de 18 ans.
 - bourse spéciale pour les lycéens à partir de 16 ans.
 - augmentation des soldes des soldats, au SMIC.

Ces revendications ne peuvent être réalisées que dans et par le mouvement de toute la classe ouvrière, faisant partie de celui-ci, en préparant la grève générale pour un gouvernement ouvrier-soviétique. Cela exige une organisation de la jeunesse comme élément de la construction du parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

Et c'est avec l'OCI-fraction LIRQI, en rejoignant ses rangs, en s'organisant sous la direction dans les Cercles de Jeunes Révolutionnaires (CJR), qu'elle construira le Parti dans le combat autour de ces mots d'ordre.

Sylviane DAHAN

COMITE LOCAL DE CREIL :

le rassemblement se prépare !

Nous avons déjà, dans notre dernière correspondance, expliqué quel combat la cellule de CREIL menait et comment elle avait été amenée à s'affronter directement à l'appareil stalinien.

Mais, depuis, les choses ont encore évoluées. Dans la préparation du meeting qui s'est tenu CREIL, le Samedi 15 Février, les cellules ont été amenées à préciser beaucoup plus leur intervention en direction de la jeunesse ouvrière, et plus particulièrement de celle d'USINOR. Cette précision et cette offensive ont eu lieu en relation avec le fait qu'en quelques mois plus de 3.000 ouvriers ont été licenciés dans l'Oise et que, face à cette situation les dirigeants des syndicats (PS-PC) se contentent d'informer les travailleurs de faire de belles banderoles sur lesquels ils écrivent "NON AU CHOMAGE" - "CAPITALISME = CHOMAGE".

Notre Comité local, en laissant justement aux portes d'USINOR les mots d'ordre concrets par rapport au chômage

- ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

- ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL

a préparé dans les faits et dans le combat réel la tenue de son meeting dans lequel les participants étalent des jeunes ouvriers et apprentis. Mais, c'est aussi dans cette préparation effective que les dirigeants du P.C. ont été menés, une fois encore, à une agression contre nos militants, aux portes d'USINOR. Le lendemain même, nous informions, de ces faits, tous les travailleurs par mégaphone. Et cela se termina par une discussion à la sortie d'USINOR sur nos propositions sur le mot d'ordre de la Grève Générale, entre nous et une cinquantaine d'ouvriers d'USINOR.

Telle a été la préparation du meeting de Creil. Ce meeting s'est tenu comme un rassemblement pour le combat, et c'est pour cela qu'après une très large discussion avec les jeunes travailleurs, apprentis, lycéens, et avec un ouvrier d'USINOR, une résolution de combat a été votée à l'unanimité.

correspondant local

LA GREVE DES POSTIERS N'A PAS ETE UN ECHEC !

Après la grève des travailleurs de la RATP, celle des O.S. de Renault et celle de la Sécurité Sociale en 73, la grève des PTT a été un des plus profonds mouvements de lutte depuis 1968. Dans cette grève, les postiers ont démontré leur capacité d'une ample et rapide mobilisation, la volonté d'en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, et cela malgré et contre les consignes des directions syndicales.

En luttant contre la reprivatisation des PTT, pour la défense de leur statut, la titularisation des auxiliaires et l'augmentation des salaires contre la vie chère, les postiers ont exprimé les revendications de tous les travailleurs de la Fonction Publique; ils ont exprimé les aspirations de la classe ouvrière dans son ensemble, qui sont incompatibles avec le maintien de l'Etat bourgeois. Ressentant l'inefficacité et la tromperie des négociations, pétitions et délégations préconisées par les directions syndicales, ils ont recouru à la grève, ont élu leurs comités de grève, posant par la même à l'ordre du jour la nécessité de la Grève Générale pour abattre le gouvernement Giscard, de le remplacer par le Gouvernement Ouvrier et Paysan, issu des organes indépendants de la classe ouvrière, formés par les travailleurs dans cette grève.

La bourgeoisie et les directions traîtres du prolétariat ont compris immédiatement l'enjeu du mouvement des postiers en essayant de le "dépolitiser".

Après 6 semaines de grève, les postiers ont repris le travail sans que leurs revendications soient satisfaites, si ce ne sont que des augmentations insignifiantes, surtout au niveau des primes.

Dans ces conditions, on peut se poser la question: la grève des PTT a-t-elle été une défaite? Parmi les ouvriers, certains répondent par l'affirmative. C'est une erreur dont l'origine vient principalement des directions officielles qui, par leurs commentaires défaitistes, visent à démoraliser la classe ouvrière, après avoir enfermé le mouvement unique aux P.T.T.

Comme en 1968, si la lutte des postiers n'a pas abouti, c'est en effet par la trahison des directions stalinienne et réformiste.

Les directions C.G.T. et C.F.D.T. ont prétendu "populariser" leur action, comme si elle était purement catégorielle, comme un soutien moral, contre la perspective de l'extension de la grève à toute la Fonction Publique sur la base de la plate-forme des postiers, contre l'extension de la grève à toute la classe ouvrière pour abattre le gouvernement.

La direction F.D. s'est retirée, se désolidarisant du mouvement, démasquant ouvertement sa nature traître.

Voilà pourquoi les travailleurs sont rentrés:

Bergeron ouvertement contre le mouvement, Seguy et Maire isolant la grève de toutes leurs forces.

Aujourd'hui, on entend couramment dire par les militants du P.C.F. - car ils ressentent confusément la trahison du mouvement et veulent marquer leur solidarité avec les postiers, mais ils véhiculent malgré tout les commentaires de leur direction - : "il faudrait que nous organisions des collectes pour les postiers, car ils ont été saignés". C'est faux. Ils ont conservé intégralement leur capacité de lutte. Car la première chose à constater, c'est que les travailleurs des P.T.T ne sont rentrés, ni abattus, ni démoralisés, ni démobilisés: les centres de tri ont tenu jusqu'à la dernière limite, malgré leur isolement croissant et l'absence de perspective nette et précise.

15 jours seulement après la fin de la grève, les tris postaux d'Avignon - Lyon (3500 travailleurs) déclenchent de nouveaux mouvements.

Nous affirmons que l'arrêt de la grève n'est qu'un pas en arrière pour mieux s'affronter au gouvernement. Celui-ci, qui en est conscient, l'usage Lelong et la première déclaration d'Achille-Fould, est : "Tant que je serai là, il n'y aura pas de privatisation".

La bourgeoisie a reculé. Elle cherche à désamorcer le mouvement, et tente d'empêcher le discrédit des directions stalinienne et réformiste. Mais elle prévoit déjà le langage d'Achille-Fould pour intensifier le démantèlement de la Fonction Publique si la combativité ouvrière peut être freinée.

Elle se trompe.

Dans la Santé, dans l'Enseignement, divers mouvements ont commencé, que les directions des syndicats tentent d'isoler, où les infirmiers (les infirmiers CGT, CEDIT, FO de l'hôpital de Maison Blanche défilant le 13 Novembre, par exemple), les enseignants (la FEN de l'Oise par exemple) ont repris à leur compte la plate-forme des postiers, et cherchent la voie de l'unification du combat contre le gouvernement. Sur leur terrain, c'est l'exigence immédiate de la Grève Générale de la Fonction Publique qui est à l'ordre du jour, et s'intègre comme un élément de la préparation de la Grève Générale pour abattre Giscard.

Le mouvement des postiers s'intègre ainsi dans un long développement des luttes depuis 1968, luttes caractérisées par leur longueur, leur dureté, leur ampleur nationale : Après Renault, la RATP, la Sécurité Sociale, la grève des PTT, qui annonce celle de toute la Fonction Publique, a montré la puissance inéluctable de la classe ouvrière.

Et déjà, à Renault, la grève commence de nouveau, amorçant la Grève Générale de toute la classe ouvrière qui abattra le gouvernement Giscard.

CONTRE LE DEMANTELEMENT DE L'EDUCATION NATIONALE :

Grève générale de la Fonction Publique

par Elise LANGUIN

Les staliniens savent cela et c'est pourquoi sous couvert de s'en prendre à la direction réformiste et à sa politique de collaboration de classe, ils visent l'éclatement de la F.E.N. L'aliénation de l'indépendance de classe du syndicat mènera à la même chose. Le combat pour donner à la F.E.N. une direction révolutionnaire, inséparable du combat pour la Grève Générale pour abattre le gouvernement Giscard, est une des tâches de l'avant-garde aujourd'hui.

Or, la direction de l'U.O.C.I. qui avait montré clairement la nature des réformes et organisé le combat contre elles, en jouant à certains moments un rôle décisif dans la lutte des classes (grève des E.N., etc...) a complètement abandonné ce combat aujourd'hui, s'en remettant complètement aux appareils qui ont collaboré à l'élaboration même de ces plans, et dont les trahisons successives ont, seules, permis au gouvernement d'avancer dans la réalisation de ses plans; (appui de la Loi Faure par le P.C. et le P.S. après la trahison de la Grève Générale, appui des lois sur la formation professionnelle qui démantèlent l'enseignement technique au profit de la formation permanente, c'est-à-dire qui assurent au patronat la mobilité de la main-d'oeuvre).

La déqualification, la remise en cause des acquis des enseignants ont reçu également la caution des directions syndicales, par exemple en ce qui concerne l'auxiliaire.

Enfin, après avoir laissé seuls, face au gouvernement, les postiers, les directions syndicales qui ont refusé l'élargissement de la grève à l'ensemble de la Fonction Publique - et des travailleurs de ce pays -, après avoir traîné leurs revendications:

- 1700 Frs minimum
- 200 Frs indemnités
- Echelle mobile des salaires,

les dirigeants de la F.E.N. et de F.O. viennent de signer un contrat salarial pour 1975. Et alors que le gouvernement met en place l'un après l'autre ses plans de destruction, aucune riposte n'est organisée, ni par la direction réformiste, ni par la direction stalinienne. Cette dernière par des "opérations vérité" se donne pour objectif de gagner des voix pour 76 ou 81.

Quant à l'U.O.C.I., elle contribue à améliorer la qualité de l'Union de la Gauche, pour ces lointains horizons électoraux, en faisant signer une adresse pour l'unité du P.C. et du P.S.

Dans ces conditions, la Fraction L.I.R.O.I. prend la responsabilité politique de préparer l'affrontement pour le renversement de ce gouvernement, seule action possible aujourd'hui après les trahisons accumulées, pour assurer la sauvegarde de l'enseignement.

Le Vème Plan doit s'achever en 1975. Ses objectifs : la restructuration de l'appareil de production bourgeois français, la remise en cause des acquis de la classe ouvrière, la création d'une masse de chômeurs et d'une main-d'oeuvre déqualifiée. L'ensemble de ces objectifs implique comme une nécessité la liquidation de l'enseignement. Déjà le Vème Plan poursuivait ces buts traduits dans le Plan Fouchet.

Une seule organisation - l'U.O.C.I. - mena alors le combat contre ce plan, contre la déqualification massive qu'il préparait. Ce combat des trotskystes eut un rôle très important dans les débuts de la Grève Générale de 68. Toutes les analyses faites par l'U.O.C.I. sur les Vème et Vème plans se sont pleinement vérifiées dans les réformes successives de l'Education Nationale.

Des pas importants ont été faits dans la voie du démantèlement de l'Education Nationale, grâce à la trahison du P.C., du P.S. et des directions syndicales qui, par exemple, trouvèrent unanimement des aspects "positifs" dans la loi Faure, dans la loi Royer ...

Cependant les combats des travailleurs, de la jeunesse (étudiants - loi Debré - projet Fontanet) ont retardé la mise en application de ces plans et, de ministre en ministre, de réforme en réforme, les différents gouvernements reprennent toujours les mêmes objectifs : détruire l'Education Nationale, détruire la Fonction Publique, priver de toute culture la masse de la jeunesse. Le gouvernement Giscard doit asséner le coup final. Tout son arsenal est déployé, de la maternelle à l'université, du projet du Dr Lesur à celui de Soissons, en passant par Haby et Mazaud, pour essayer de respecter les délais du Vème Plan.

Cette volonté de la bourgeoisie va de pair avec un chômage massif: au moment où la crise de capitalisme jette dans la misère des millions de chômeurs, l'enseignement n'a plus d'intérêt pour les capitalistes, hors de la formation d'une étroite élite. Si bien que le sort de l'enseignement pour la classe ouvrière et la jeunesse dépend du renversement du gouvernement Giscard.

Les échéances sont claires : les combats auront lieu. La responsabilité des trotskystes sera de les centraliser pour abattre ce gouvernement. La grève générale de l'Université est nécessaire pour faire échec à ce gouvernement de "Lesur-Haby-Soissons". Elle peut et doit être un pas vers la Grève Générale de la Fonction Publique sur la plate-forme des postiers.

Pour dégager la voie de l'affrontement avec le gouvernement, il faut préserver la F.E.N. et lui donner une direction révolutionnaire. Pourquoi défendre la F.E.N. ? En tant que fédération unitaire avec le droit de tendance, elle est un acquis du mouvement ouvrier français, et peut être le point d'appui pour la réunification syndicale dans une C.G.T. unique et démocratique.

SUR LA METHODE DE CONSTRUCTION DU PARTI: DISCUSSION AVEC UN GROUPE DE MILITANTS

Comme une de nos tâches pour la construction du parti, nous menons une discussion avec un groupe de camarades. Il s'agit de militants ouvriers expérimentés ayant appartenu à l'O.C.I. mais qui, pour des raisons politiques, ont rompu avec elle. Ils ont condamné la politique menée par la direction de l'O.C.I. par rapport au Comité d'Alliance Ouvrière (CAO) qui a abouti aux soi-disants "groupes politiques", par rapport à la jeunesse, et par rapport aux méthodes bureaucratiques pour régler les problèmes et les divergences. Mais, malgré cette rupture, ils sont toujours restés sur la position de la nécessité de construire le parti et de reconstruire la IVème Internationale, en continuant leur activité militante dans leur milieu.

Le thème de la discussion.

C'est précisément pour cette raison que nous avons mis l'accent sur la reconstruction de la IVème Internationale comme la tâche pratique et immédiate. Or, actuellement, seule la Ligue Internationale de Reconstruction de la IVème Internationale mène cette bataille déterminée par son existence même, face et contre tous les autres se réclamant abusivement de la IVème Internationale. Cette dernière a été fondée contre la trahison stalinienne dont la base est la collaboration de classe. Assurant la continuité de cette lutte, la Ligue et ses sections combattent pour l'ensemble du programme de la IVème Internationale, à savoir pour la mobilisation indépendante du prolétariat pour la prise du pouvoir. C'est-à-dire, sur la base de refus du Front Populaire du gouvernement des partis stalinien et réformiste (PC-PS), pour un gouvernement ouvrier-paysan, issu de la mobilisation indépendante de la classe, et de ses organes. Ce qui aujourd'hui signifie que la lutte pour abattre le gouvernement GISCARD passe par cette mobilisation - la grève générale et ses organes - et non par une combinaison gouvernementale de type Front Populaire. C'est dans cette bataille que nous construisons le parti, qui est en même temps la condition essentielle pour mener à terme cette lutte.

La discussion a révélé que les camarades sont d'accord avec ces principes, de même qu'avec les buts généraux de la lutte menée en France. Puisqu'on est tombé d'accord sur ces principes fondamentaux, la discussion s'est centrée, à juste titre, sur les méthodes d'application de notre programme. Autrement dit, comment par quels mots d'ordre immédiats nous devons arriver à ce que l'ensemble des travailleurs soit mobilisé pour la grève générale? Les camarades ont soulevé que dans nos publications (ils en ont lu une), il n'y a pas de mots d'ordre pratiques, immédiatement saisissables par tel ou tel secteur des travailleurs qui permettraient de préparer concrètement la grève générale.

Il est significatif de remarquer à quel point ces remarques recourent nos propres discussions et préoccupations dans l'organisation. Nous avons nous-mêmes constaté que souvent nos tracts, presse, lors de nos diffusions n'avaient que des mots d'ordre très généraux. L'explication en est que, malgré nos efforts, nous ne sommes pas encore arrivés, pour des raisons diverses (entre autre, la jeunesse de notre organisation), à élaborer suffisamment, à approfondir et à particulariser notre programme. Comment s'y prendre en effet?

Les "négociations" salariales.

Actuellement, par exemple, des "négociations" salariales se sont ouvertes dans le secteur nationalisé dont le plus important est la Régie-Renault. (Elles ont commencé aussi dans la fonction publique, touchant presque 3 millions de travailleurs). La direction de Renault a proposé 5% d'augmentation de salaire pour l'année 1975, alors que la hausse officielle des prix est de 15%. Naturellement, les syndicats CGI et CFDT ne pouvaient que refuser de signer de telles propositions. A noter que la CGI et FO ont considéré cette proposition de la direction comme une base valable de "discussion". (Qu'en pense la rédaction de Informations Ouvrières?). Mais tout en refusant la proposition de 5%, la CGI et la CFDT n'avancent rien comme moyen de lutte afin de défendre efficacement le pouvoir d'achat des travailleurs. Le refus de signer est plus qu'insuffisant.

C'est à partir de là que nous intervenons. D'autant plus que les mêmes "négociations" s'ouvrent à la RATP et dans le secteur nationalisé en général, ainsi que dans l'ensemble de la fonction publique. (Remarquons en passant que les propositions salariales du gouvernement dans la fonction publique ont été jugées, là encore, aussi bien par la FEN que par la CGI-FO comme "un progrès non négligeable").

Dans ces conditions, la lutte pour la grève générale, c'est développer la lutte des travailleurs à partir de cette situation concrète. En ce qui concerne la Régie-Renault, dont l'importance et le poids sont déterminants, notre mot d'ordre central est d'ENGAGER LE COMBAT POUR FAIRE RECULER LA DIRECTION. C'est le devoir des syndicats de mobiliser les travailleurs pour imposer à la direction ce recul. Par quels moyens? Ils doivent organiser des assemblées des travailleurs, atelier par atelier, et au niveau de l'ensemble de la Régie, afin de les informer et de discuter des meilleurs moyens du combat. Les grèves partielles, les grèves tournantes ou limitées, ou les pseudo-actions, du genre pétitions, n'aboutissent qu'à fabriquer et à décourager les travailleurs, mais en aucune façon à faire reculer la direction. Parce que la crise de l'automobile (licenciements, chômage partiel, massifs, pour ne parler que de ce secteur) à l'échelle du monde et donc de la France est-elle que la direction ne cède pas facilement. Or, l'enjeu de cette lutte est encore plus grand. Car même si on arrivait à obtenir les 15% maximum, par l'inflation galopante, cet acquis serait immédiatement remis en cause. Il n'y a donc qu'un seul moyen de lutte :

C'est la grève de tous les travailleurs de chez Renault, grève préparée par les assemblées dont l'organisation doit être prise en main par les syndicats.

La défense conséquente des intérêts des travailleurs, ainsi que leur combat autour de ces "négociations" va directement contre la politique contractuelle établie entre la Régie et les directions syndicales. Cela signifie que notre mot d'ordre immédiat : FAIRE RECULER LA DIRECTION débouche directement à celui de la rupture de la politique contractuelle. De cette lutte, sortira le mot d'ordre général de notre programme en tant que celui de tous les travailleurs : ECHELLE MOBILE DES SALAIRES!

Dans et par cette lutte, apparaissent que, d'une part comme la grève des postiers l'a démontré, la seule grève des ouvriers de chez Renault, ne peut pas imposer ces mots d'ordre. D'autre part, étant donné que dans les autres secteurs nationalisés (ajoutons : dans la fonction publique aussi) il s'agit exactement du même problème, la grève générale devient la seule issue immédiatement saisissable pour tous les travailleurs. Car, ni les directions de la Régie-Renault et de la RATP, ni le gouvernement et la bourgeoisie dans son ensemble ne peuvent pas accepter une augmentation substantielle des salaires, sans parler de l'échelle mobile des salaires.

C'est ainsi que par ses comités, conseils, etc... la grève générale dressera la classe ouvrière contre l'état bourgeois, entraînant derrière elle les masses laborieuses des villes et des campagnes, pour abattre le gouvernement bourgeois, le remplaçant par le gouvernement ouvrier-paysan. Seul, ce gouvernement sera capable de réaliser les revendications du prolétariat et des masses opprimées. (Le contenu mensonger du slogan "gouvernement PC-PS" devient ainsi très clair.)

C'est de cette manière que nous voyons la concrétisation de notre mot d'ordre général de "préparation de la grève générale", et nous répondons aussi bien à nos préoccupations que, par là même, au problème soulevé par ces militants ouvriers avec qui nous discutons.

Sur le fond de la discussion.

Mais, lorsque ces camarades abordent ces problèmes légitimes et vitaux, ils les mettent au même niveau que les problèmes fondamentaux de la reconstruction de la IV^{ème} Internationale, de sa continuité et de la construction de ses sections. Bien plus, ils disent qu'ils ne peuvent pas participer à notre lutte pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale et de la construction de son parti en France, sous prétexte que nous n'avons pas encore fini l'élaboration pratique de notre ligne.

Nous leur avons expliqué que cette élaboration, c'est justement l'activité du parti, qu'elle s'est toujours faite, et se fait dans le cadre du parti et de sa construction. Les camarades ne reconnaissent pas cette priorité. Autrement dit, au lieu de ce qui est fondamental, ils partent en réalité de ce qui n'est que secondaire. Ils ont de l'élaboration pratique complète de notre programme, un préalable, une condition, c'est-à-dire, ils passent les mots d'ordre concrets avant leur appartenance au parti.

Contre nos arguments, ils avancent une vérité universelle, selon laquelle ces principes dont nous parlons (IV^{ème} Internationale, son programme, ses partis) ne sont pas des principes abstraits, mais doivent apparaître précisément dans l'activité quotidienne, dans la manière d'application concrète de notre programme. Evidemment, c'est vrai. Cependant, ce sont les principes généraux qui apparaissent dans les mots d'ordre pratiques, et non l'inverse. Ce qui définit immédiatement la priorité. Autrement, on tombe dans le particularisme, dans le syndicalisme, - ou dans cet attentisme où ces camarades se trouvent effectivement.

Où alors, ils attendent l'élaboration complète de l'application finie de notre programme, non pas en liaison avec le combat quotidien de l'organisation, mais à partir d'un travail de chambre de quelques têtes bien faites. Une telle position relèverait d'une nette séparation de la théorie et de la pratique, qui suppose que dans cette élaboration, la lutte engagée et menée par l'organisation sur la base de ses principes généraux, n'a aucun rôle. Or, c'est valable pour l'organisation elle-même, car l'élaboration de la tactique et de l'application concrète et immédiate du programme ne peuvent se faire que par la lutte, aussi au sein du parti et au cours de sa construction. D'autant plus que ce n'est pas un parti monolithique que nous construisons.

Pour toutes ces raisons, bien qu'ayant reconnu le bien-fondé des préoccupations de ces camarades qui sont aussi les nôtres, fondamentalement, c'est nous qui avons raison, parce que nous construisons le parti, et reconstruisons la IV^{ème} Internationale.

Nous avons estimé important et nécessaire de rendre publique cette discussion, car c'est la préoccupation de beaucoup de militants ouvriers, et parce que nous pensons que du côté de ces camarades - malgré leur avis contraire - il ne s'agit pas d'une position définitivement tranchée.

Le 3 Février 1975

Raymond CLAVIER & Michel VARGA

**« LA QUATRIEME INTERNATIONALE » N°8
VIENT DE PARAITRE**

**Travailleurs, Jeunes, Militants,
RECLAMEZ-LA auprès de
nos diffuseurs !**

en vente chez Maspero - Paris

UAB
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

80.000 SIGNATURES POUR LE GOUVERNEMENT PC-PS SUFFIRONT-ELLES POUR SE FAIRE PARDONNER 20 ANNEES DE LUTTE CONTRE LE STALINISME ?

Depuis la mi-décembre, les "Informations Ouvrières" successives font état en grande fanfare de la soit-disante mobilisation des travailleurs, jeunes et militants autour de l'"Adresse au Comité Directeur du Parti Socialiste et au Comité Central du Parti Communiste adoptée par l'Assemblée nationale" organisée par l'O.C.I.

Des chiffres affolants de signatures ramassées tombent avec régularité à la sortie de l'O.: "des dizaines de milliers", "50.000" et dernièrement, l'impossible devient la réalité: "80.000". Avec des moyens plus importants (ceux du P.S. probablement - note de la rédaction) que ceux dont nous disposons, ce sont des millions qui auraient signé rêvent les dirigeants de l'O.C.I., sans pouvoir cacher par cette piteuse comptabilité la trahison de l'intérêt de la classe ouvrière, de son indépendance de classe face à la bourgeoisie et les appareils trahis, le renoncement à la reconstruction de la IV^{ème} Internationale, comme Parti mondial de la Révolution Socialiste.

L'idée de lancer une telle "adresse" et sa mise en pratique ne sont pas nées dans les têtes de Lambert et de Just indépendamment du développement de la lutte des classes en France et à l'échelle mondiale.

La grève des P.T.T. a exprimé et amplifié le mouvement de la classe ouvrière vers la Grève Générale, à l'époque où le prolétariat a repris l'initiative dans la lutte des classes, à partir de 1968. La grève qui s'aborde à Renault peut en devenir le détonateur dans les jours qui viennent, et cela au moment même où la chute de la dictature franquiste est imminente, et où le Front Populaire au Portugal traverse une crise aiguë sous la poussée des masses.

Face à cette accélération de la lutte de classe, la bourgeoisie française s'affole, déchirée devant l'alternative de mise en place du gouvernement bourgeois composé des organisations ouvrières stalinienne et réformiste (P.C.-P.S.) ou l'Union Sacrée sous la houlette bonapartiste de Giscard, que ce dernier tente de réaliser dans l'immédiat, de peur que le P.C. et le P.S. ne soient pas capables de canaliser le mouvement des travailleurs. Sous la pression combinée de la bourgeoisie appuyée par le Kroulín, et du prolétariat, l'Union de la Gauche traverse une crise que les congrès du P.S. et du P.C.F. et la "polémique" autour de la meilleure façon de démobiliser le prolétariat dans cette situation, ont révélé au grand jour.

Le nouveau pas de la direction de l'O.C.I. vers la prostration devant le stalinisme que constitue l'"adresse" s'inscrit dans ce cadre d'ensemble. Il suit de près le soutien inconditionnel à Mitterrand lors des élections présidentielles, et l'alignement sur les efforts des réformistes et staliniens pour isoler la grève des postiers, dans laquelle la direction de l'O.C.I. n'a pas hésité à défendre - toujours inconditionnellement - la politique de son "camarade" Bergeron.

Pendant et depuis les élections présidentielles, la direction de l'O.C.I. mène une campagne pour le "gouvernement P.S.-P.C. sans les radicaux de gauche". Elle renforce les illusions des travailleurs quant à la détermination de ces partis à les conduire au socialisme, en maintenant la confusion basée justement sur cette illusion entre "gouvernement des partis stalinien et réformiste": gouvernement de maintien de l'Etat bourgeois et Gouvernement Ouvrier et Paysan, formé par les organes indépendants du prolétariat, issus de sa mobilisation, et qui seul peut exproprier la bourgeoisie et abattre son Etat.

Jusqu'à Décembre, la direction de l'O.C.I. appelait la classe ouvrière à s'unir autour de ce mot d'ordre, interprétant à sa façon la tactique du F.U.O., alors que de multiples grèves et manifestations de travailleurs, et surtout, la grève des postiers, exigeaient (et exigent toujours) leur extension et centralisation, opposant, de telle manière, la mobilisation du prolétariat à son issue gouvernementale. Depuis, les choses se sont compliquées. La "polémique" du P.C.F. et du P.S., exprimant une nouvelle poussée de lutte des travailleurs, a obligé tous les centristes et liquidateurs à préciser leurs positions.

Tout en assaillant l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses travailleuses autour du programme de la révolution socialiste à l'alliance contre-révolutionnaire entre le P.C. et le P.S., - en opposition au gouvernement -, alliance qui nécessite et réalise la division du prolétariat, le sorcellement de son mouvement, comme condition du maintien de l'ordre bourgeois, la direction de l'O.C.I. présente la "polémique" entre le P.C.F. et le P.S. comme LA DIVISION pour la première fois réalisée depuis la signature du Programme commun. Avant, la politique de division n'existait pas ! Elle ne vient d'apparaître qu'aujourd'hui ! Et cela, après tant d'années d'effort de Waldeck Rochet et de son successeur, sous la direction du Kroulín, pour remettre sur pied le P.S., afin de faire avec lui l'"unité" !

Ni Lambert, ni Just ne peuvent l'admettre. Après s'être engagés dans le soutien au Front Populaire baptisé Union de la Gauche, dans la perspective de s'y intégrer, ils n'ont plus le temps. Leur passé trotskyste leur brûle les pieds. Ils lancent l'appel à l'unité aux dirigeants du Parti Socialiste et du Parti Communiste, appelant en même temps les travailleurs à faire l'unité autour de cette entreprise.

Ils écrivent:

" Nous estimons que vous comprendrez (dirigeants du P.C.F. et du P.S. - Note de la rédaction) le sens de notre démarche, animée d'une même volonté, d'un même souci, d'une même certitude, que vous ne pouvez pas ne pas partager: il faut que le Gouvernement Giscard-Chirac disparaisse..."

Où, les dirigeants du P.C.F. et du P.S. comprendront, ils ont déjà compris le sens de la démarche de Lambert et de Just, du fait que la direction traître de l'O.C.I. a commencé à expliquer que les Mitterrand et les Marchais ne peuvent pas ne pas partager la même volonté, le même souci que les travailleurs. C'est sur cette illusion de la classe ouvrière qu'ils usent pour la démobilitiser, démoraliser et livrer pieds et poings liés à la bourgeoisie.

Ils comprendront encore mieux le sens de la démarche de Lambert-Just s'ils disent aux ouvriers que Gomulka et Kadar partagent la même volonté, le même souci que les travailleurs polonais tués sur la Côte Baltique en 1970, et avant, les travailleurs hongrois en 1956, pour s'en tenir aux vingt dernières années.

Quant à nous, nous comprenons pourquoi Lambert-Just dans le titre de l'éditorial de Informations Ouvrières N°691 posent la question : "Qui bénéficie de la campagne forcenée de division ?" et y répondent :

"Giscard-Chirac, eux-seuls !" (souligné par nous), donnant à comprendre que cette division fait du tort tant aux travailleurs qu'à leurs directions traîtres. Nous comprenons pourquoi Lambert-Just répondent ainsi à la question qu'eux-mêmes posent dans I.O. N°689 :

"Par qui d'autre que par le P.S. et le P.C.F. est-il immédiatement possible de faire constituer un tel gouvernement ? Il n'y a pas d'autre formule possible".

Car ils couvrent la trahison des appareils stalinien et réformiste par leur propre trahison, vont à l'encontre de la mobilisation du prolétariat, vers la constitution de ses organes autonomes, en lui disant que dans l'"immédiat" (pour ne pas dire "jamais"!!), elle ne peut pas aboutir au Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Dans l'"immédiat", Lambert-Just conseillent au P.C.F. et au P.S. :

"La démocratie parlementaire et le suffrage universel vous accordent le droit d'engager une grande campagne nationale, mobilisant les travailleurs et la jeunesse, pour la dissolution de l'Assemblée Nationale".

après avoir constaté que :

"L'UDR qui le 5 Mai dernier a recueilli moins d'un sixième des voix (...) continue à occuper plus d'un tiers des sièges. Il y a violation de la démocratie. L'Assemblée Nationale reflète un passé révolu. Elle ne représente pas le pays".

Avant de poursuivre, constatons que Lambert-Just aussi reflètent un passé révolu, en tant que trotskystes. Ils ne représentent plus le trotskysme en France, et à l'échelle mondiale. Pour eux, l'Assemblée Nationale reflète un passé révolu, à partir du 5 Mai et non depuis le moment du passage du capitalisme à son stade suprême, l'impérialisme, où la révolution socialiste mondiale a commencé avec la Révolution d'Octobre de 1917. L'Assemblée Nationale ne reflète un passé révolu que passagèrement. Dès que les stalinien et les réformistes obtiendront la majorité, - et installeront le Front Populaire contre la montée révolution-

naire des masses - elle sera de nouveau utile pour le pays" comme avant le 5 Mai.

Après avoir quitté le terrain de la lutte de classe, en abandonnant le programme et l'organisation de la IVème Internationale, Lambert-Just se sont reclassés en spécialistes de la constitution gailliste et conseiller en la matière pour Marchais et Mitterrand.

Et comme le P.C. et le P.S. ont une "grande polémique" entre eux, sur le terrain même de la bourgeoisie, Lambert-Just ont leur "petite polémique" avec le P.C. et le P.S. sur l'"unité". La différence avec Marchais et Mitterrand est qu'ils pensent que la constitution gailliste donne la possibilité de ne pas attendre 1978.

La "Front Unique Ouvrier à la Lambert-Just", c'est l'"unité de la classe ouvrière pour l'unité du P.C.-P.S. pour la dissolution de l'Assemblée Nationale à travers le suffrage universel". L'"unité" dans le cadre des institutions bourgeoises, pour maintenir l'Etat bourgeois et faire saigner la classe ouvrière.

Affirmer que Lambert-Just ont abandonné la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire de France, section de la IVème Internationale, à travers la reconstruction de la IVème Internationale, contre l'appareil international du Kremlin, semble ici superflu.

Ne répondent-ils pas à la question que se posent des millions de travailleurs en France et dans le monde entier :

"- Mais le gouvernement que pourraient constituer Marchais et Mitterrand sera-t-il vraiment le gouvernement des ouvriers ? Ne va-t-il pas se retourner contre nous, comme toujours dans le passé ?

- Ce n'est pas à nous qu'il faut demander des garanties sur ce que feront ou ne feront pas Marchais et Mitterrand" (éditorial de I.O. N°687),

répondent les renégats du trotskysme. Assurément ! Ils cherchent déjà une place dans l'unité contre-révolutionnaire du P.C.-P.S., en envisageant la dissolution de l'O.C.I. dans le P.S., comme son "aile gauche", et à l'échelle mondiale, dans l'unité contre-révolutionnaire des liquidateurs du trotskysme, par l'entrée au S.U. à la place de son aile la plus compromise lapusée par Mandel

L'O.C.I.- Fraction L.I.R.Q.I. est aujourd'hui l'unique organisation ouvrière en France qui garantit à tous les ouvriers que Marchais et Mitterrand ne veulent et ne peuvent pas former le Gouvernement Ouvrier et Paysan, qu'ils feront comme dans le passé, c'est-à-dire livreront la classe ouvrière à la barbarie fasciste, si la classe ouvrière ne résoud pas la crise de sa direction, tâche qui incombe aujourd'hui à la Ligue Internationale de Reconstruction de la IVème Internationale et ses sections.

Ludwig SKARGA

Sans commentaires...!

● La direction du SNES qui a appelé hier à voter F. Mitterrand dès le premier tour ne devrait-elle donc pas, de son propre point de vue, prolonger cette prise de position, de mai-juin 74 et intervenir, en partant des prémisses mêmes qui justifiaient l'appel à voter Mitterrand, pour que la division qui fait rage aujourd'hui, pour la polémique (1) qui se déchaîne entre les deux grands partis ouvriers, le PCF et le PS, CESSE ?

● Accordant une part importante au « respect du suffrage universel », nos dirigeants ne devraient-ils pas aussi, en bonne logique, en tirer les conséquences et demander au PCF et au PS qui s'en réclament aussi de mettre en accord leurs propos et leurs actes face à une Assemblée nationale où, depuis les élections présidentielles, 40% de députés UOR représentent 15% d'électeurs, une Assemblée donc qui viole grossièrement ce « respect » puisqu'elle n'est que l'ombre d'un passé révolu ?

Extrait d'un article de R. Galland
(E.E.F.U.O) paru dans «l'Université
Syndicaliste.. N°4..

A PARAÎTRE CETTE SEMAINE

LA PLATE-FORME DE COMBAT DE L'O.C.I FRACTION L.I.R.Q.I

POUR LE CONGRES EXTRAORDINAIRE
TROTSKYSTE DE L'O.C.I !

«EST-INFORMATIONS» ou la «voix de la bureaucratie stalinienne» via Lambert-Just...

Un feuillet ronéotypé paraît "le 15 de chaque mois". Il s'appelle Est-Informations. Son comité de rédaction comporte des noms qui ne disent rien, sauf celui de Gérard Bloch. C'est que derrière cette publication, se camoufle la fraction dirigeante Lambert-Just de l'O.C.I. L'encart publicitaire de ce petit périodique paru dans un N° de Informations Ouvrières en est la preuve. Pourquoi ce camouflage ?

Parce que Est-Informations ne publie que les articles parus dans la presse des pays de l'Est. Il n'y a que la traduction d'une série d'articles. Rien de plus, absolument rien. Autrement dit, cette publication est l'agent publicitaire (politique) en France de la bureaucratie stalinienne, de ses composants "éclairés". La présentation du feuillet paru dans le 1er numéro nous informe que "le besoin s'accroît... de mieux connaître ces pays", puisque - "les accords avec les pays capitalistes... se font de plus en plus nombreux". C'est édifiant, et cela se passe de tout commentaire. Les éditeurs, simples "journalistes, enseignants et traducteurs", conformément à leur nature "objective", ne publient que "des informations précises... sur les divers aspects de la situation interne"(?) - et encore - "de source indiscutable". Donc, tout ce qu'il y a de plus objectif! Ils ne font de commentaires que "pour la compréhension du lecteur". Pour être objectif, Est-Informations ne parle pas de la bureaucratie stalinienne, ni de la lutte des travailleurs et de la jeunesse, ou de leurs problèmes réels. Il ne fait que publier "objectivement" les articles censurés par la bureaucratie. A ce propos, il ne signale même pas qu'il y a de la censure!

Est-Information est néanmoins prêt à faire certaines concessions, quant à l'objectivité. Lorsque'il publie un interview de Soljenitsyne il présente un écrivain, oubliant sa politique. De même, il qualifie l'opinion de Roy Medvedev, qui croit au redressement de la bureaucratie, de "point de vue marxiste". Exactement comme France-Soir.

Il serait évidemment trop tôt pour la direction Lambert-Just de jouer ouvertement ce rôle de représentant de la bureaucratie. Elle le fait donc en contrebande, pour épauler sa politique pour un gouvernement PC-PS.

Nous dénonçons politiquement et théoriquement Est-Informations, porte-parole vulgaire de la bureaucratie. Nous dénonçons aussi cette méthode manoeuvrière et honteuse de la direction de l'O.C.I, de se cacher devant les travailleurs et les militants, derrière le paravent d'une publication "neutre". Nous appelons tous les membres de l'O.C.I : exigez des comptes! Exigez une réponse de la direction : comment ose-t-elle mener une telle politique, et avec de telles méthodes?

Aucun trotskyste, fidèle au programme et à l'organisation de la IVème Internationale, ne peut tolérer une telle direction.

Michel VARGA

La Commission d'Enquête va se tenir prochainement

Peu après avoir proposé la transformation du Comité International en Comité d'organisation, la direction de l'O.C.I. rencontrant une opposition à cette liquidation, lança contre le camarade Michel Varga l'accusation d'être un agent de la CIA et du KGB, accusation qui fut étendue ensuite à toute la "Fraction du Comité d'Organisation pour le maintien et le développement du C.I.", puis à toute la LIRQI.

Le Comité Exécutif de la LIRQI prit donc la décision de soutenir la demande d'une commission d'enquête faite par le camarade M.Varga à un certain nombre d'organisations.

D'ores et déjà, le W.R.P. et l'I.C. ont dénoncé ces accusations comme des calomnies, et mis en évidence les falsifications de la direction de l'OCI à partir de la correspondance qu'il possédait de M.Varga (Cf: Workers Press du 15.10.73.). Lutte Ouvrière et le Front Communiste Révolutionnaire ont également dénoncé ces accusations comme des calomnies. Le Parti Communiste International (France) aussi, dans un article du Prolétaire (N° 188):

Le recours à cette arme suffit pour imprimer à celui qui l'utilise la marque d'une filiation directe de la contre-révolution mondiale même si, d'aventure, il prétend la combattre. La victime d'une telle attaque, même si elle a une autre conception que nous des méthodes de la révolution et de la dictature prolétarienne, a droit à notre solidarité et à notre défense, qui est avant tout la défense de l'essence et des finalités mêmes de la lutte d'émancipation du prolétariat — lutte à visage découvert entre des fronts sociaux et politiques antagonistes, et non accrochage entre mafiosi et autres bandes de gangsters.

Ces derniers écrivent dans le même article :

De telles tentatives sont des expédients dignes de la société bourgeoise, de ses flics et de ses juristes, et non de celui qui veut l'abattre. Tentatives vaines et trompeuses dans lesquelles, hélas, Trotsky lui-même s'est laissé entraîner et qui, sans seulement égarer la carapace du monstre de la contre-révolution mondiale, n'ont servi qu'à humilier la figure d'un grand révolutionnaire.

Implicitement Les camarades du PCI condamnent la bataille menée par Trotsky pour réunir la Commission Dewey, contre les calomnies stalinien-nes. A l'époque- il était "minuit dans le siècle"- Trotsky fut contraint de faire appel à des libéraux bourgeois.

Etait-ce vain et illégitime ? Est-il inutile, voire faux, de vouloir aujourd'hui réunir une Commission d'enquête sur les accusations de la direction de l'OCI ? Nous ne le pensons pas. A cause des auteurs mêmes de ces calomnies, et du rôle qu'elles jouent dans la lutte des classes, obscurcissant la conscience révolutionnaire des masses : après avoir défendu en 1956, la Révolution hongroise des Conseils Ouvriers, la direction de l'OCI a repris contre un dirigeant de cette révolution les calomnies de l'appareil stalinien, et les a étendues à toute l'émigration hongroise. Ces calomnies concernent tout le mouvement ouvrier c'est pourquoi, la LIRQI a fait appel à un certain nombre d'organisations ouvrières respectueuses de la démocratie ouvrière, et ayant fait preuve de leur volonté de la faire respecter. Pour ces mêmes raisons nous ne comprenons pas l'opposition de l'I.C. à la présence de la S.L. (USA) dans la commission. Il ne s'agit pas de juger de la politique de telle ou telle organisation, mais du respect de la démocratie ouvrière et de la défense d'un militant ouvrier.

La première réunion de la Commission d'Enquête se tiendra à la fin du mois; à cette étape ont donné leur accord - pour certaines avec des conditions, dont nous proposons qu'elles soient discutées lors de la première réunion : Lutte Ouvrière, Spartacus Bund, les Socialistes de Gauche de Hongrie, le W.R.P et l'International Committee, la Spartacist League et la Tendance Spartaciste Internationale. L'organisation TRUTH avait donné son accord, mais depuis elle a rejoint la Ligue Internationale ne siègera pas en tant que telle à la Commission d'Enquête.

De nouvelles organisations vont être contactées. D'anciens militants du Comité International et de l'OCI l'ont déjà été, ainsi que des personnalités. Un certain nombre d'organisations se sont tuées jusqu'ici sur la commission d'enquête - notamment le S.U.

Nous disons quant à nous : les calomniateurs seront démasqués, le combat pour la démocratie ouvrière l'exige !

Nous reproduisons ci-dessous le tract qui a été diffusé, par le Comité de Paris de l'O.C.I. Fraction Ligue Internationale, au Foyer Renault de Meudon et dans l'usine de Billancourt.

Nous, militants français de la LIGUE INTERNATIONALE DE RECONSTRUCTION DE LA IVÈME INTERNATIONALE, nous vous appelons à une large réunion, pour y débattre de :

- L'attaque générale virulente de la bourgeoisie et de son pouvoir contre les travailleurs, en particulier contre la jeunesse;
- La solution ouvrière et les moyens de lutte que nous proposons, face aux fausses solutions;
- La nécessité de s'organiser pour construire le parti prolétarien en France et dans le monde, la IVème Internationale;
- La place d'une Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse dans et pour la construction de ce parti, le contenu et les moyens de sa construction immédiate.

JEUNES OUVRIERS !

Une crise sans précédent frappe tous les travailleurs. Dirigée par la bourgeoisie et son pouvoir, elle s'abat avec une violence redoublée sur la jeunesse. Le chômage s'étend rapidement, les prix augmentent sans cesse, les droits élémentaires sont attaqués, la police s'acharne surtout contre les jeunes.

Le secteur automobile est particulièrement touché dans le monde entier. En France, Citroën licencie par milliers mais empêche les subventions du gouvernement. La menace de licenciement est imminente également chez Renault. Déjà, on a bloqué l'embauche, imposant les pires conditions d'exploitation du travail. En même temps, cette direction "offre" 5 % d'augmentation de salaire, alors qu'officiellement les prix ont augmenté de 15 %. C'est inacceptable !

Or, le syndicat Force Ouvrière (F.O) a signé cet "accord" honteux. La C.G.T et la C.F.D.T ont dû refuser de donner leur signature. Mais tous les travailleurs se rendent compte que c'est insuffisant, qu'il ne s'agit même pas de demander de "véritables négociations" comme le veulent les directions de la C.G.T et de la C.F.D.T. Le mot d'ordre réel est, dans l'immédiat :

FAIRE RECULER LA DIRECTION !

pour ouvrir la voie à la revendication naturelle qui s'impose :

ECHELLE MOBILE DES SALAIRES !

Aucune négociation ne peut faire aboutir ces revendications et encore moins les pétitions ou les délégations. La seule réponse est la mobilisation de l'ensemble des travailleurs, autrement dit :

LA PRÉPARATION IMMÉDIATE DE LA GREVE DE RENAULT PAR LES ASSEMBLÉES DE TRAVAILLEURS

C'est dans la lutte pour cette grève que la jeunesse ouvrière trouve sa place et le moyen de résoudre ses propres problèmes spécifiques. La lutte menée dans tous les secteurs de la vie démontre la détermination de la bourgeoisie d'imposer sa volonté ainsi que la combativité des travailleurs. Détermination ouvrière contre la détermination de la bourgeoisie ! C'est la grève. La grève des travailleurs de chez Renault sera le détonateur de la grève générale de tous les travailleurs. Ils sont prêts, ils luttent déjà, leurs revendications sont les mêmes : métallurgistes, cheminots, postiers, enseignants, la jeunesse en général avec les jeunes soldats du contingent. Le terrain est favorable, l'unification est possible, la voie est ouverte !

Mais, en aucun cas, on ne peut accepter même une grève générale dite "d'avertissement". L'attaque frontale de la bourgeoisie est celle de son pouvoir. Les leçons de 1968 doivent servir. La grève est le moyen principal des travailleurs pour former leurs propres organes (comités, conseils) afin d'abattre le gouvernement Giscard, son état bourgeois et imposer le Gouvernement Ouvrier-Paysan, issu des propres organes des ouvriers. Voici le chemin de la révolution socialiste, la seule solution nécessaire et possible.

JEUNES TRAVAILLEURS DE RENAULT !

Tout exige, impose et appelle la construction du parti révolutionnaire du prolétariat. Nous vous appelons à vous joindre à nous pour construire ce parti. Mais pour cette construction, une large organisation révolutionnaire de la jeunesse est nécessaire afin que des milliers de jeunes travailleurs, apprentis, étudiants, lycéens s'y organisent pour contribuer, d'une façon autonome à la construction du parti. Afin de former l'INTERNATIONALS REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE, objectif proche de la Ligue Internationale en tant qu'élément de la reconstruction de la IVème Internationale.

L'O.C.I - Fraction Ligue Internationale prépare activement la mise en place d'une telle organisation dont la première étape sera le Rassemblement de la Jeunesse de la région parisienne, le 23 Février.

JEUNES TRAVAILLEURS DE RENAULT !

Afin de discuter avec nous des premières leçons de la grève, de comment organiser le combat pour préparer la grève générale, ainsi que de la préparation de ce rassemblement de la jeunesse, nous vous invitons à venir massivement à la

REUNION MARDI 18 FEVRIER A 19h

DEVANT LE FOYER RENAULT A MEUDON

**Travailleurs, Jeunes, Militants !
SOUTENEZ LE COMBAT de**

LA VERITE
DES REVOLUTIONNAIRES

**Lisez-la !
Diffusez-la !
Abonnez-vous !**

COMMUNIQUE DU SECRETARIAT DE L'OCI-FRACTION LIRQI

(envoyé à toutes les organisations et à la presse.)

Hier, mardi 18 février, à 19 heures, près du Foyer des jeunes travailleurs de Renault, à Meudon, dans un café, une discussion entre les militants de la Ligue Internationale et des ouvriers de l'usine de Billancourt a été empêchée par une dizaine d'individus commandés par un dirigeant de l'OCI, calomniant nos militants d'être des agents du KGB et de la CIA (!)

A la suite de cette provocation, trois de nos militants ont été interpellés par la police. Un militant étranger a pu lui échapper de justesse.

Cette provocation survient après de nombreuses agressions de nos diffuseurs, sur les marchés, dans les manifestations. L'avant-dernière, à un meeting à la Sorbonne était particulièrement grave, puisqu'elle a été suivie d'une prise de photos de nos camarades.

Devant la multiplication de ces provocations, l'OCI - fraction LIRQI appelle toutes les organisations ouvrières et démocratiques à réagir vigoureusement pour faire respecter la démocratie ouvrière.

30 ans après Yalta, la Ligue Internationale s'implante aux Etats-Unis !

La "Trotakyst Organization" des USA, antérieurement TRUTH, vient de se joindre comme organisation sympathisante à la LIRQI (la loi réactionnaire américaine interdit à une organisation de devenir section d'une organisation internationale).

C'est au même moment, en Janvier 1975, que la bourgeoisie internationale et l'appareil international du Kremlin ont commémoré le 30ème anniversaire de la conclusion des accords de Yalta.

En apparence, il n'y a que peu de lien entre ces événements. Pourtant, en 1975, comme en 1945, le prolétariat est prêt pour le combat décisif pour son émancipation. Face à cette montée révolutionnaire, l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne tentent de remodeler leur sainte alliance contre-révolutionnaire. Et comme en 1945, mais dans des conditions encore plus favorables pour le prolétariat, tout dépend de la solution de la crise de sa direction révolutionnaire, tout dépend de la IVème Internationale.

La note de nostalgie qui transparait dans cette célébration vient du fait que la bureaucratie stalinienne du Kremlin ne jouit plus de la même confiance du prolétariat mondial qu'à l'époque, confiance qui était alors totale. Elle en a bénéficié grâce à la lutte héroïque des travailleurs d'URSS (20 millions de morts) pour défendre les conquêtes de la révolution d'Octobre, que les prolétaires du monde entier ont attribué à la bureaucratie, en voyant en elle la continutrice du parti bolchévique du temps d'Octobre 1917.

Elle en a été le fond à la fin de la guerre. Malgré la barbarie impérialiste, malgré les "fronts patriotiques" des PC avec "leur" bourgeoisie ayant pour but d'empêcher les travailleurs de transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire, le prolétariat n'a pas été brisé. Il abordait la fin de la guerre les armes à la main, alors que les Etats bourgeois d'Europe étaient en ruine. L'explosion révolutionnaire était imminente.

C'est cela qui a décidé les leaders de la bourgeoisie mondiale et le Kremlin de conclure un accord global et ouvert pour assurer leur "stabilité", un "nouvel équilibre mondial".

C'est à YALTA, où se sont réunis Roosevelt, Churchill et "l'oncle Joe" (comme l'appelaient affectueusement les dirigeants impérialistes, Staline), après un marchandage honteux, que l'Europe a été partagée en "zones d'influence". Les "Trois Grands" ont coupé l'Allemagne en deux, Staline a obtenu l'hégémonie sur certains pays de l'Est. Le Kremlin a pris l'engagement ferme de remplir jusqu'au bout son rôle contre-révolutionnaire, de tout mettre en oeuvre pour maintenir la domination du capital dans le monde. Ainsi, partout en Europe, les masses en avançant vers la révolution, trouvent sur leur chemin, comme principal obstacle, les P.C.

C'est l'époque de la "grève c'est l'arme des trusts", d'une seule armée, une seule police, un seul état" du PCF, des gouvernements de "réconciliation nationale" en Italie, en France. Dans les pays où le désarmement relativement "pacifique" du prolétariat ne réussit pas, le mouvement révolutionnaire des masses est écrasé dans le sang, comme en Grèce, par l'impérialisme avec la bénédiction du Kremlin. C'est là le contenu véritable de Yalta!

Dans les pays de l'Est, attribués alors au Kremlin, la bureaucratie fait tout pour écraser les espoirs révolutionnaires du prolétariat, en commençant par l'élimination physique de son avant-garde. Ses intentions, c'est la réinstallation du capital. En Roumanie les bureaucrates staliniens ont même tenté de réinstaller le roi sur son trône! Si, dans ce pays, le capital a été quelques années plus tard exproprié, les conquêtes d'Octobre étendues à ces pays, c'est malgré la bureaucratie stalinienne. C'est le résultat des mouvements révolutionnaires des travailleurs, et aussi de la situation internationale, du commencement de la guerre froide, où face à la pression ouverte de l'impérialisme, ces régimes bourgeois ne pouvaient plus être maintenus.

Le formidable mouvement révolutionnaire d'après-guerre n'a pas abouti. C'est parce que la IVème Internationale, qui a pourtant prévu cette explosion révolutionnaire, n'a pas réussi à gagner la direction des masses en lutte. C'est pourquoi, les PC staliniens ont pu, une fois de plus canaliser et briser cette lutte. La IVème Internationale est sortie très affaiblie de la guerre. L'assassinat par Staline de ses meilleurs cadres, et de Trotsky lui-même, l'extermination de sa section russe, de ses sections des pays de l'Est, la jeunesse et la faiblesse politiques de ses sections, qui ont pu survivre, ont constitué la base de sa crise qui a éclaté en 1953. Mais, malgré tout cela, son drapeau est resté le seul sans taches. Le lien avec la révolution d'Octobre n'a jamais été rompu, malgré les trahisons et capitulations devant le stalinisme et la bourgeoisie. De ceux qui, sous la direction de Pablo, ont renoncé à construire la IVème Internationale, en tant que Parti de la Révolution Mondiale, en attribuant au Kremlin la tâche de mener le prolétariat à la victoire finale.

Le Comité International, à l'origine duquel ont été la majorité de la section française et SWP des USA, a maintenu ce lien à travers le combat théorique et politique contre le pablisme liquidateur.

Il a mené ce combat de principe pour la défense de l'indépendance de classe en son propre sein, contre les positions de la SWP, qui l'a mené à formuler clairement sa tâche de Reconstruction de la IVème Internationale, alors que SWP rejoignait les renégats du trotskysme dans le "secrétariat Unifié". En 1963, c'est sur la base de cette lutte et au même moment, que le Comité International a intégré la Ligue

Socialistes Révolutionnaires de Hongrie en tant que section, établissant par là-même la jonction politique et organisationnelle entre la révolution sociale et la révolution politique au niveau de l'avant-garde marxiste (7 ans plus tard, les organisations trotskystes de Pologne, de Yougoslavie et de Tchécoslovaquie ont été fondées, regroupées à l'époque dans le Comité d'Organisation des communistes-trotskyistes des Pays de l'Est).

C'est la LRSH et les organisations trotskystes des Pays de l'Est (aujourd'hui les sections de la Ligue Internationale), qui ont maintenu la continuité de la IVème Internationale, en fondant avec l'Organisation Trotskyste d'Espagne (P.O.R. d'Espagne depuis Septembre 1974) et la Ligue Ouvrière Révolutionnaire du Maroc, la Ligue Internationale de Reconstruction de la IVème Internationale, contre la nouvelle tentative dirigée par Lambert-Just de l'OCI, de liquider l'avant-garde marxiste du prolétariat.

Ce combat pour maintenir le lien avec la Révolution d'Octobre, et renouer avec le bolchévisme n'a pas été mené (et ne se mène pas) en-dehors de la lutte de classe. Les mobilisations révolutionnaires successives du prolétariat mondial ont brisé l'accord de YALTA. Depuis, la Grève Générale en France et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie en 1968, la classe ouvrière mondiale a repris l'initiative dans la lutte de classe en se mobilisant au coeur même de l'impérialisme mondial (grève de Général Motors, lutte contre la guerre au Vietnam, etc...), comme dans les pays sous domination de la bureaucratie stalinienne, en obligeant le Kremlin à se démasquer de plus en plus.

La nostalgie dans la fête orchestrée autour de l'anniversaire de YALTA vient de là. YALTA est périmé. Le Kremlin tente à nouveau de codifier sa collaboration de classe sous la forme de la "détente" et de la "sécurité européenne", de donner une expression mondiale à sa politique criminelle de "Front Populaire", sous la pression croissante de l'impérialisme.

Le prolétariat mondial en offensive, l'impérialisme et la bureaucratie à la recherche d'une sainte alliance adéquate, les centristes et liquidateurs à la recherche du regroupement pour dresser l'écran entre la classe ouvrière et la IVème Internationale (principalement la direction de l'OCI dirigeant le Comité d'Organisation et le SWP appartenant au S.U.) - c'est l'imminence de la révolution et de la contre-révolution. Tout dépend de la solution de la crise de la direction du prolétariat, de la solution de la crise de la IVème Internationale. Tout dépend de la capacité de la Ligue Internationale de mener à son terme le combat, pour et à travers, la préparation et la tenue de la Conférence Internationale Ouvrière reconstructrice de la IVème Internationale.

C'est dans cette lutte que la LIRQ a fait un pas capital en avant en réalisant la jonction politique et organisationnelle entre la lutte de la classe des pays sous la domination de la bureaucratie et le prolétariat du plus puissant pays impérialiste. C'est la seule organisation qui combat directement contre la bureaucratie stalinienne par ses sections des pays de l'Est, et maintenant porte ses coups au coeur même de l'impérialisme!

Voilà la réponse à la Conférence Européenne sur la sécurité et la coopération!

Cela constitue l'élément fondamental de la crise à l'intérieur de SWP, et à travers elle dans le Secrétariat Unifié, qui garde une façade fragile "d'unité", seulement grâce à sa "section" américaine, et va à l'encontre de la tentative de la direction de l'OCI de faire revivre le S.U. par la nouvelle "unification" avec SWP aux dépens de l'aile compromise de Mandel.

D. ANTOINE

LISEZ

TRUTH

TRUTH
P.O. BOX 2099
901 LAKE STREET
OAK PARK, IL 60303

Journal de l'Organisation Trotskyiste des U.S.A

suite de la page 20

liéniennes et réformistes des syndicats, Lambert/Just préparent leurs sbires à jouer le rôle de briseurs de grève. De l'égratignure capitalarde à la gangrène anti-ouvrière, la trajectoire de la direction anti-trotskyiste de l'O.C.I se dessine avec régularité.

C'est en ce sens que nous demandons qu'un contrat de démocratie ouvrière soit passé par toutes les organisations attachées à celle-ci. Il s'agit d'un élément important de l'affrontement entre la classe ouvrière et l'Etat bourgeois : nous engageons immédiatement les démarches auprès des autres organisations ouvrières pour mettre en place un tel contrat. Nous rendrons compte dans les prochains numéros des résultats obtenus.

F. VILLA Comunicació
Biblioteca General
CEDOC

NOUVELLE PROVOCATION CONTRE L'O.C.I FRACTION L.I.R.Q.I.:

LAMBERT-JUST ENVOIENT LEURS NERVIS POUR BRISER LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS DE RENAULT !

Convoquée par le tract (publié en page 16) pour le mardi 18 Février, une réunion publique de l'O.C.I.-fraction L.I.R.Q.I. avec des jeunes ouvriers de Renault, a été empêchée par une provocation organisée par les liquidateurs de l'O.C.I. Lambert-Just.

Son mécanisme et son objectif:

Une dizaine d'individus, qui osent se déclarer trotskystes firent irruption au début de la réunion, qui se tenait dans un café. Roulant des épaules et jouant les gros bras, le responsable de ce commando, s'installa à notre table, pour soi-disant participer à la discussion politique. Nos camarades les ont invités à prendre place: nous l'avons toujours affirmé, nous sommes prêts à discuter avec tout le monde, en particulier avec les militants de l'O.C.I.; c'est d'ailleurs l'axe de notre combat: la préparation du Congrès Extraordinaire Trotskyste.

Mais l'exécuteur des basses œuvres de Lambert-Just savait que si la discussion s'engageait avec nous, une brèche s'ouvrirait dans la normalisation de l'O.C.I.* Alors, suivant un scénario désormais classique commencent les cris, les menaces hystériques, le chapelet d'injures et de calomnies: "flics", "K.G.B.", "C.I.A.", "stalinien".

Il leur était néanmoins impossible de frapper, devant les travailleurs présents, et en particulier devant leurs réactions résolument hostiles à ce genre de provocation (un militant de Lutte Ouvrière déclara au responsable du "service d'ordre" que le seul personnage qui se comportait comme un flic était précisément lui, d'autant qu'il portait une tenue de para, estimant sans doute qu'il impressionnerait mieux ainsi les travailleurs présents). Aussi s'acharnèrent-ils à hurler dans le café, malgré les menaces du patron d'appeler la police: tel était effectivement leur objectif. Une fois acquis que la police viendrait, et bloquant les portes pour empêcher la sortie des militants, le responsable du S.O. s'attachait à justifier son comportement, en hurlant: "... en Espagne, nos militants sont en prison à cause de vous". Affirmation non seulement gratuite, mais en outre stupide: pratiquant l'entrisme sui generis dans le P.S.O.E., "leurs" militants sont dans ce parti réformiste, et ce sont Lambert et Just qui les y ont mis.

Cette canaille ajouta avec impudence que, "en Hongrie, le K.G.B. vous défendait dans une brochure". En réalité, c'est un livre de 250 pages, et non une brochure, que les

stalinien hongrois ont édité, dont une certaine sont consacrées à la L.I.R.Q.I.: s'appuyant sur les calomnies déversées par Lambert-Just dans leur brochure contre notre camarade Michel Yarga, ils essaient de démontrer que la L.I.R.Q.I. est dirigée par la C.I.A., comme la révolution hongroise des conseils en 56 l'aurait été elle-même, dont il fut un dirigeant.

La police arrivant, l'appui que ces provocateurs ne pouvaient plus trouver chez les travailleurs, ils le cherchèrent chez les flics: ceux-ci eurent droit à l'histoire complète et remaniée de la IV^{ème} Internationale, à notre dénonciation comme espions du K.G.B. et de la C.I.A., et comme usurpateurs "illégaux" (1) du nom de l'O.C.I. et de "la Vérité".

C'est ainsi que dans le car de police, un étrange "front unique" fut réalisé entre le responsable de l'O.C.I. et le flic en chef, qui échangèrent leurs opinions sur la manière de réagir face à "une attaque" de leurs organisations respectives! Le dirigeant de l'O.C.I. conclut en effet: "Il est possible que la police représente autant pour vous que le trotskysme pour moi!! On ne saurait mieux dire. La dégénérescence anti-trotskyste des liquidateurs de l'O.C.I. ne connaît plus de bornes. Il est vrai qu'au moment où Lambert-Just en appellent au suffrage universel pour réaliser les aspirations des masses laborieuses, il n'y a pas de raison pour que leurs sbires ne fraternisent pas avec les bandes armées institutionnalisées de la "démocratie" bourgeoise.

Le fond politique de cette provocation et la réponse nécessaire.

Il est évident que Lambert-Just n'exploient pas ces méthodes qui les discréditent de gaieté de coeur: ils savent que dans la préparation par notre Fraction du Congrès extraordinaire trotskyste, notre intervention dans un secteur de la classe ouvrière déterminant pour le développement de la lutte des classes en France, chez Renault est un élément très important. Déjà, 35 numéros de "La Vérité des Révolutionnaires" ont été vendus aux jeunes ouvriers; nos tracts ont déjà pénétré à l'intérieur de l'usine de Billancourt.

Empêcher par tous les moyens cette intervention, c'est donner encore un peu de répit avant d'affronter l'ensemble des militants de l'O.C.I. amenés à exiger des comptes, devant leurs trahisons répétées du prolétariat français en lutte, depuis les élections législatives, les présidentielles, la grève des postiers, en passant par la collaboration avec l'Etat bourgeois contre les étudiants, et leur soutien inconditionnel aux bureaucrates de F.O. Aujourd'hui, devant la mobilisation qui se développe chez Renault, et contre notre intervention qui vise à donner les perspectives de lutte et d'organisation aux travailleurs de Renault, contre l'Etat bourgeois, en mettant en échec les tentatives de liquidation des directions sta-

suite p. 19

*En 1974, un meeting organisé par la Fraction à Creil fut envahi par une vingtaine de membres du "service d'ordre" dirigé par deux membres du Bureau Politique de l'O.C.I. Devant 50 jeunes travailleurs et lycéens, nos militants imposèrent le débat politique: non seulement ce fut une déroute complète pour les liquidateurs, mais les membres du service d'ordre eux-mêmes, attentifs à la discussion, furent sérieusement ébranlés et certains refusèrent ensuite de normaliser.